



François Courtel
Bernard Decroix

L'AOI au Laos

De la connaissance à la pratique

L'Aide odontologique internationale appuie le ministère de la Santé au Laos pour l'amélioration de la qualité des services de santé. Des échanges ont eu lieu en 2018 et 2019 afin de préparer un programme national de sécurité des soins. Cette proposition fait partie du projet entre le Laos et Madagascar cofinancé par l'AFD (Agence française de développement). Plusieurs missions ont été réalisées afin de décider de l'approche concernant l'appui à la formation initiale et aux hôpitaux de district.

À Vientiane, l'AOI a accompagné la rénovation de la faculté dentaire, le développement d'outils de formation adaptés et l'intégration d'un module sur la sécurité des soins dans l'enseignement. La faculté dentaire ainsi que les autres facultés médicales sont engagées dans la réforme de leurs dispositifs d'enseignement en faisant évoluer progressivement les *curricula* de formation. Un appui est apporté pour les programmes de formation et l'amélioration des salles de travaux pratiques des étudiants pour la sécurité des soins à la faculté de médecine, dans les écoles d'infirmiers et de sages-femmes.

La plupart des hôpitaux du Laos connaissent une situation difficile en termes d'hygiène et de prévention des infections nosocomiales. Un programme de formation

des personnels a été mis en place avec l'OMS. Des guides ont été développés et des procédures standards sont testées à Vientiane. Des comités pour l'hygiène, la prévention et le contrôle des infections existent dans chaque établissement. Le ministère de la Santé établit un plan national sur le contrôle des infections avec le soutien de la Banque asiatique de développement et de l'OMS.

Une démarche en cours avec trois hôpitaux

Lors de l'analyse de situation, des relations ont été consolidées entre les différents partenaires. L'OMS soutient le développement de la stratégie nationale contre les maladies infectieuses émergentes, dans laquelle s'inscrit le plan de travail pour l'hygiène et



*Stérilisation
(avant le projet).*

la prévention des infections (2016-2020). La Banque asiatique du développement finance un projet géré par le gouvernement, dont une composante est de soutenir l'hygiène et la prévention dans les formations sanitaires avec des pays limitrophes pour limiter la propagation de ces maladies.

Dans ce contexte, la demande du ministère de la Santé a été d'appuyer trois hôpitaux de district afin qu'ils deviennent des références dans l'application des procédures de sécurité des soins au Laos. Deux missions ont été organisées en février et avril de cette année afin d'évaluer et de programmer les changements à opérer. L'équipe locale AOI a participé à toutes les étapes de la préparation avec les hôpitaux ainsi que les autorités locales et certains cadres de la santé de Vientiane. De cette approche participative, une analyse des principaux points faibles et points forts a permis de déterminer les différents choix techniques envisagés, les types de protocoles et les propositions de plans, etc. Les trois hôpitaux ont, théoriquement, un comité sur la sécurité des soins (suivant la politique du ministère de la Santé) ; cependant, les équipes sont relativement réduites dans les hôpitaux de district et la multiplication de différents comités ne semble pas réaliste. Cela n'empêche pas la direction et les équipes de mettre en place des projets de qualité.

Locaux, environnement et tri des déchets

La plupart des équipes ont des notions élémentaires concernant l'hygiène. Toutefois, elles expliquent que malgré leurs connaissances et leur formation, il reste difficile pour

elles de mettre en place des changements majeurs dans leur organisation faute de moyens et d'expérience.

La propreté des locaux et de l'environnement de l'hôpital est un des problèmes majeurs, tout comme la répartition des zones entre les parties soins, administration, stérilisation, etc. L'organisation actuelle ne permet pas d'assurer une sécurité des soins optimale. Il n'existe pas de zones de stérilisation clairement établies et la qualité du traitement de l'instrumentation est faible. Les zones de traitement sont inadaptées, celles de lavage non fonctionnelles et les stérilisateurs non conformes (Poupinel dans les services dentaires)... Les professionnels de santé ont du mal à identifier les différents modèles et sont confrontés aux habituels problèmes de maintenance.

Les trois hôpitaux souhaitent mettre en place une stérilisation centrale et commune à tous les services pour lesquels ils ont déjà prévu de dédier du personnel. C'est une solution intéressante en vue de mettre en place des hôpitaux de référence concernant la sécurité des soins.

La plupart des salles de soins ne sont pas optimisées ; elles devront être réorganisées et des travaux seront envisagés notamment pour les lavabos et les zones de rangement. Les trois hôpitaux ont une lingerie non opérationnelle ou en très mauvais état pour laquelle ils souhaiteraient créer une salle



proche de la stérilisation centrale. Le tri des déchets dans les services se limite à ceux qui sont tranchants. Ils ont un vrai problème de stockage et n'ont pas de zone appropriée à cet effet.

Protocoles, formation, maintenance

Il existe très peu de protocoles réalisés par les hôpitaux et maîtrisés par le personnel. La plupart des visuels existants proviennent de programmes spécifiques, mais ne sont pas toujours adaptés aux soins ou actes à effectuer. Les hôpitaux devront, de façon participative, avancer sur l'élaboration de ces protocoles, ce qui représente une tâche assez lourde. L'objectif sera de définir des protocoles adaptés à leur fonctionnement et en accord avec le programme national de sécurité des soins. La mise en place de la nouvelle organisation nécessitera de former tout le personnel : maintenance, salle de stérilisation, salle de soins, radio... Les formations auront pour but de bien préparer la mise en place des services après les travaux. La mise en place d'un système de maintenance effectif est également un élément important pour améliorer la sécurité des soins. Certaines de ces actions ne nécessiteront pas de coût supplémentaire, mais les plus sérieuses demanderont un budget spécifique qui devra être étudié.

Un agrément entre les différents partenaires impliqués est en cours de finalisation. Il va préciser les engagements respectifs pour améliorer la sécurité des soins dans ces trois hôpitaux. Ce projet est un exemple de défis à relever à partir de l'écart entre la connaissance de stratégies à mettre en œuvre et l'application sur le terrain. ■

